

MAKING CAPITAL COUNT: ACCÉLÉRER LA CROISSANCE GRÂCE À LA FINANCE AFRICAINE

Vingt ans après que M-Pesa a démontré comment une innovation ancrée dans les réalités africaines pouvait transformer tout un secteur, la finance africaine se trouve face à un nouveau défi. Après avoir bâti des institutions rentables et sophistiquées, saura-t-elle désormais atteindre l'envergure nécessaire pour accompagner la prochaine phase de croissance du continent ?

Le secteur bancaire africain repose sur des fondations solides. En 2024, ses revenus ont dépassé les 100 milliards de dollars, tandis que le rendement des capitaux propres atteignait 19%, soit près du double de la moyenne mondiale. Pourtant, la dynamique de croissance montre des signes d'essoufflement : sous l'effet notamment de la baisse des taux, elle tend à se stabiliser autour de 5%.

Ce paradoxe est au cœur de la finance africaine : le secteur peut être extrêmement rentable alors même que les économies du continent restent insuffisamment financées. La pénétration des services financiers demeure faible et l'allocation des actifs reste largement orientée vers le financement des déficits publics. À l'échelle du continent, les prêts ne représentent qu'environ 30% des actifs bancaires. Dans l'UEMOA, les banques accordent treize fois plus de crédits au commerce qu'à l'agriculture. Quant aux millions de PME africaines, nombre d'entre elles restent trop petites, fragmentées ou informelles pour entrer dans les modèles bancaires traditionnels.

La prochaine décennie exigera donc de bâtir des marchés plus vastes, et non simplement d'accroître les rendements sur les marchés existants. C'est une condition essentielle si l'Afrique veut attirer davantage de capitaux privés, développer ses secteurs productifs et créer des emplois à grande échelle.

La taille compte : Le classement des 30 premières banques africaines établi par Jeune Afrique Media Group montre qu'elles cumulent environ 1 200 milliards de dollars d'actifs, soit moins d'un tiers du bilan de leurs homologues latino-américaines. Or, les institutions les plus grandes et les mieux capitalisées disposent généralement d'une capacité supérieure à absorber les risques et à financer des projets d'une ampleur inaccessible aux établissements plus modestes. Mais la taille, à elle seule, ne suffira pas.

La prochaine génération de champions financiers africains devra conjuguer envergure et expertise : être capable de rivaliser à l'échelle internationale tout en mobilisant ses ressources au service de la transformation économique de son marché d'origine.

Les dirigeants africains ont déjà engagé cette réflexion. Des initiatives récentes, notamment la Nouvelle Architecture Financière Africaine pour le Développement (NAFAD), lancée à l'initiative du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), ont souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les institutions nationales, régionales et continentales afin de mobiliser et de déployer plus efficacement les capitaux africains.

Pour l'AFIS 2026, la question centrale n'est plus de savoir comment la finance africaine peut poursuivre sa croissance, mais quel modèle de développement doit désormais prendre le relais et si le secteur saura transformer sa puissance financière en pouvoir économique.

Six priorités stratégiques façonneront cette transformation au cours de la prochaine décennie :

Une finance au service de l'économie réelle – développer le financement de l'agriculture, des PME, du logement et des infrastructures en agrégeant une demande fragmentée, en mobilisant les capitaux privés et en renforçant les partenariats.

La taille au service de l'économie – juger la consolidation à sa capacité à financer des projets structurants, et non à la seule taille.

Une technologie pensée pour l'Afrique – développer l'IA, la banque digitale et la fintech à partir des données et usages africains pour dépasser les modèles existants.

Transformer l'épargne africaine en investissement – orienter les fonds de pension, d'assurance et souverains vers l'économie productive en mutualisant les ressources et les canaux d'investissement.

L'intégration pour changer d'échelle – développer les paiements transfrontaliers et relier les marchés de capitaux encore fragmentés par plus de 40 monnaies et des réglementations disparates.

Des règles adaptées aux réalités africaines – faire évoluer les cadres prudentiels et de gestion des risques au rythme des marchés africains et des transformations technologiques.

L'AFIS 2026 à Luanda rassemblera plus de 1 250 leaders et régulateurs financiers africains et internationaux les 3 et 4 novembre pour transformer la puissance financière en pouvoir économique et commencer à bâtir la prochaine décennie de croissance africaine.